



**PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement  
Section installations classées pour la protection de l'environnement

Arras, le

DCPPAT – BICUPE – SIC – ID – 2025 – 144

**06 JUIN 2025**

**INSTALLATIONS CLASSÉES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

-----  
**Société OPALE CARRIERES  
à TINGRY**  
-----

**Exploitation de la carrière de sablon et d'argile**  
-----

**ARRÊTÉ D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE**

Le préfet du Pas-de-Calais  
Officier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

**Vu** le code de l'Environnement ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L.411-2 ;

**Vu** le code forestier, notamment ses articles L 341-1 et suivants et R 341-1 et suivants ;

**Vu** le code rural et de la pêche maritime, et notamment son article L. 312-4 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 09 mai 2023 portant nomination de M. Christophe Marx en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

**Vu** le décret du 9 avril 2025 portant nomination de M. Laurent Touvet en qualité de préfet du Pas-de-Calais ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004, modifié par l'arrêté du 24 décembre 2009, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

**Vu** la circulaire du 09 mai 2012 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières et au stockage des déchets de l'industrie des carrières ;

**Vu** l'arrêté n°2025-10-93 du 12 mai 2025 portant délégation de signature ;

**Vu** la demande et le dossier présentés le 5 décembre 2022 et complétés les 13 juin, 11 juillet 2023 et 22 mars 2024 par la société OPALE CARRIERES, dont le siège est fixé 195 rue de Bellenville 62660 BEUVRY, de renouvellement de la durée de l'autorisation d'exploiter la carrière implantée « La Gloriette », chemin de Verlincthun à TINGRY (62830) ;

**Vu** l'étude d'impact et les pièces du dossier produites à l'appui de cette demande ;

**Vu** la saisine du Parc Naturel Régional « Caps et Marais d'Opale » le 19 décembre 2022 ;

**Vu** l'avis de la Mission régionale de l'autorité environnementale Hauts-de-France en date du 2 mars 2023 ;

**Vu** l'avis du service départemental d'Incendie et de Secours en date du 18 janvier 2023 ;

**Vu** le mémoire en réponse en date du 22 mars 2024 de l'exploitant sur l'avis de la Mission régionale de l'autorité environnementale Hauts-de-France ;

**Vu** l'avis de l'hydrogéologue en date du 25 juillet 2023 ;

**Vu** l'arrêté en date du 21 mai 2024 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 10 juin au 10 juillet 2024 inclus ;

**Vu** les mesures de publicité portant sur l'organisation de l'enquête publique ;

**Vu** les observations et avis exprimés durant l'enquête publique ;

**Vu** la délibération de la commune de Carly en date du 06 juin 2024 ;

**Vu** la délibération de la commune de Verlincthun en date du 26 juin 2024 ;

**Vu** l'avis favorable de la Communauté de communes de Desvres-Samer en date du 12 juillet 2024 ;

**Vu** la délibération de la commune de Tingry en date du 16 juillet 2024 ;

**Vu** la délibération de la commune de Lacres en date du 01 août 2024 ;

**Vu** le rapport du 26 juillet 2024 et les conclusions datées du 2 août 2024 du commissaire enquêteur ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 9 janvier 2025 ;

**Vu** les propositions de prescriptions portées à la connaissance de l'exploitant par courrier du 3 mars 2025 ;

**Vu** l'avis émis par les membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites lors de sa séance du 11 mars 2025 à laquelle la société OPALE CARRIERES était présente ;

**Considérant que :**

- en application des dispositions de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté ;
- les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ;

- les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application de l'article L.512-2 du code de l'environnement et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;
- les conditions légales de la délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

## ARRÊTE

---

### TITRE 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

---

#### CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

##### **Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation**

La SARL CARRIÈRE OPALE CARRIÈRE dont le siège social est situé 165 rue de Bellenville 62 660 à BEUVRY, ci-après désignée l'exploitant, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter une carrière à ciel ouvert de sablons et argile et les installations détaillées dans les articles ci-après, implantée chemin de Verlincthun sur le territoire de la commune de Tingry (62 830).

##### **Article 1.1.2 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration**

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants, relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration, sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté d'autorisation.

#### CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

##### **Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

N° Rubrique	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime
2510-1	Exploitation de carrière ou autre extraction de matériaux 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6	Exploitation à ciel ouvert d'une carrière de sablons et d'argile sur une surface autorisée de 16 ha 92 a 53 ca, dont 9 ha 83 a 60 ca voués à l'extraction et une profondeur maximale de 10 m. tous matériaux confondus y compris les stériles : 67 000 t/an en moyenne (avec maximum de 90 000 t/an) pour un total de gisement de 1 277 513 tonnes les quantités maximales de sablon et d'argile sont indiquées à l'article 1.2.3.2 du présent arrêté	A

(1) A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du code de l'environnement) ou NC (Non Classé)

Le site dispose :

- d'une pelle hydraulique et d'une chargeuse pour les opérations d'extraction et de stockage
- d'un bungalow servant à l'accueil
- d'un pont bascule

#### **Article 1.2.2 Situation de l'établissement**

Les installations visées à l'article 1.2.1 reportées sur les plans annexés au présent arrêté sont situées sur la commune de TINGRY, chemin de Verlincthun et parcelles précisées ci-après :

L'autorisation d'exploiter porte sur le périmètre PA constitué :

- de la parcelle 25 de la section AC,
- des parcelles 32, 34, 35, 36 et 89 de la section AD du cadastre de la commune de TINGRY et représente une superficie de 166 474 m<sup>2</sup>. Il est repéré sur le plan joint qui constitue l'annexe I du présent arrêté.

À l'intérieur de ce périmètre, le périmètre voué à l'extraction PE représente une superficie de 93 650 m<sup>2</sup> sur les parcelles 32, 34, 36 et 89 de la section AD du cadastre de la commune de TINGRY . Il est repéré sur le plan joint qui constitue l'annexe I du présent arrêté.

Commune	Références cadastrales	Superficie totale de la parcelle en m <sup>2</sup>	Superficie dans l'emprise de l'autorisation (PA) en m <sup>2</sup>	Superficie du périmètre d'extraction (PE) en m <sup>2</sup>
TINGRY	AC 25	16709	16709	0
TINGRY	AD 32	40250	40250	22340
TINGRY	AD 34	27450	27450	12970
TINGRY	AD 35	4590	4590	0
TINGRY	AD 36	25860	25860	23160
TINGRY	AD 89	51615	51615	35180
TOTAL		166474	166474	93650

La parcelle AD 35 ne sera ni défrichée ni exploitée compte tenu de son boisement qui doit être intégralement préservé .

#### **Article 1.2.3 Consistance des installations autorisées**

##### Article 1.2.3.1 Production autorisée

Les tonnages maximaux annuels autorisés sont :

- 67 000 t en moyenne avec un maximum à 90 000 t tonnes pour l'extraction tous matériaux confondus (sablon, argile et stériles)

##### Article 1.2.3.2 Quantité maximale de matériaux extraits autorisée

Le gisement total de matériaux non traités (hors découverte) restant à extraire est de 390 000 m<sup>3</sup> (soit environ 624 000 t) pour les sablon et 65 000 m<sup>3</sup> (soit environ 107 900 t) pour l'argile sur la durée de l'autorisation.

##### Article 1.2.3.3 Droit de propriété

La présente autorisation n'a d'effet que dans les limites du droit de propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire sur les parcelles mentionnées à l'article 1.2.2.

#### **CHAPITRE 1.3 DURÉE DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.



L'autorisation d'exploiter est accordée jusqu'au 14 avril 2041. Cette durée limite concerne également les installations non visées par la rubrique 2510.

Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site. L'extraction de matériaux commercialisables doit cesser au plus tard six mois avant l'échéance de l'autorisation.

L'extraction ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

La durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application des articles R.523-1, R.523-4 et R.523-17 du code du patrimoine.

Afin de déterminer la durée d'interruption de cette autorisation, l'exploitant fournit à l'inspection de l'environnement une copie des documents suivants lorsque les terrains concernés sont libres de toute contrainte archéologique :

- l'arrêté prescrivant la réalisation d'un diagnostic archéologique ;
- la décision ou non de fouilles archéologiques ;
- le cas échéant, l'arrêté de prescriptions de fouille ;
- l'attestation de libération des terrains.

## CHAPITRE 1.4 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

En particulier, l'exploitation est conduite et les terrains exploités sont remis en état, par phases coordonnées, conformément à :

- l'étude d'impact,
- au phasage d'exploitation annexé au présent arrêté,
- aux prescriptions du chapitre 2.4 Remise en état
- aux indications et engagements contenus dans le dossier de demande complété en tout ce qu'il n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

## CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES

### Article 1.5.1 Périmètre des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté et prévues à l'article R516-1 du code de l'environnement, s'appliquent pour les activités visées par la rubrique 2510 de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état maximale du site.

Ces garanties financières, qui n'ont pas vocation à indemniser les tiers qui auraient été victimes des activités exercées dans l'établissement, feront l'objet des mesures prévues à l'article R516-2 du code de l'environnement.

### Article 1.5.2 Montant des garanties financières

La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Les schémas explicatifs pour le calcul des garanties financières, joints en annexe 2, présentent les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant de référence des garanties financières, figurant dans le tableau ci-dessous, est établi selon le mode de calcul forfaitaire de l'annexe I.3 de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 (autres carrières à ciel ouvert). Les termes S1, S2, S3 sont définis par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié.

Phase	Période considérée	Montant des garanties financières (en euros TTC)	Surface maximale à remettre en état durant la période considérée (en hectares)
1	de la date de notification du présent arrêté à 5 ans après cette date	82289	S1 = 0,427 S2 = 1,315 S3=0,485
2	de 5 ans après la date de notification du présent arrêté à 10 ans après cette date	140765	S1 = 0,427 S2 = 2,6325 S3=0,361
3	De 10 ans après la date de notification du présent arrêté à 15 ans après cette date	65432	S1 = 0,427 S2 = 1,0895 S3=0,225
4	De 15 ans après la date de notification du présent arrêté au 14/04/2041	29720	S1 = 0,427 S2 = 0,279 S3=0,312

### Article 1.5.3 Établissement des garanties financières

Avant le début d'exploitation et dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 et conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe de l'arrêté précité ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

### Article 1.5.4 Renouvellement des garanties financières

L'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

### Article 1.5.5 Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01.
- sur une période au plus, égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à quinze pour cent de l'indice TP 01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Le montant des garanties financières fixé à l'article 1.5.2 ci-dessus est indexé sur l'indice TP 01 publié par l'INSEE. L'indice TP 01 base 100 de référence est l'indice TP01 de mars 2023 (842,3).

L'actualisation du montant des garanties financières en fonction de l'évolution de cet indice, interviendra au début de la période de travaux telle que définie à l'article 1.5.1 ci-dessus. Ce montant est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004.

L'actualisation des garanties financières doit être faite à l'initiative de l'exploitant sans que l'administration ait à le demander. Lorsque cette actualisation n'est pas prise en compte dans toute attestation de renouvellement de garanties financières qui se trouverait concernée, ou est prise en compte de façon insuffisante, dans ce cas l'exploitant peut faire l'objet des sanctions administratives prévues à l'article 1.5.8 ci-dessous.

#### **Article 1.5.6 Modification du montant des garanties financières**

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

En particulier, lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

#### **Article 1.5.7 Appel de garanties financières**

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté en matière de remise en état après que la mesure de consignation prévue à l'article L 514-1 du code de l'environnement ait été rendue exécutoire ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

#### **Article 1.5.8 Absence des garanties financières**

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Conformément à l'article L 171-9 dudit code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relative à la remise en état constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article L 514-11 du code de l'environnement.

#### **Article 1.5.9 Levée de l'obligation de garanties financières**

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation conforme est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3 par l'inspection de l'environnement qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté après consultation des maires des communes intéressées.

### **CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ**

#### **Article 1.6.1 Porter à connaissance**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### **Article 1.6.2 Mise à jour des études d'impact et de danger**

Les études d'impact et de danger sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

### Article 1.6.3 Changement d'exploitant

La demande de changement d'exploitant est soumise à autorisation préfectorale préalable en application de l'article R.516-1 du code de l'environnement. La demande d'autorisation de changement d'exploitant adressée par le nouvel exploitant au préfet comprend :

- une demande signée conjointement par le cédant et le nouvel exploitant ;
- les documents établissant ses capacités techniques et financières ;
- l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières ;
- l'attestation du nouvel exploitant du droit de propriété ou d'utilisation des terrains, y compris le maintien de façon permanente des accès aux parcelles privées enclavées.

### Article 1.6.4 Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R512-39-1 du code de l'environnement pour l'application des articles R512-39-2 à R 512-39-5, l'usage à prendre en compte est à vocation agricole à l'exception de la parcelle AC 25 de la commune de Tingry qui n'est pas incluse dans le périmètre d'extraction (PE) et dont l'état final est conservé identique à l'état initial décrit dans le dossier de demande d'autorisation.

Au moins six mois avant l'arrêt définitif ou la date d'expiration de l'autorisation accordée, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et celle des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les usages prévus au premier alinéa du présent article.

Au moins un an avant l'arrêt définitif ou la date d'expiration de l'autorisation accordée, l'exploitant devra établir un programme de remise en état du site et son entretien qui devra respecter les mesures d'entretien et compensatoires prévues dans l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation et s'engager dans la durée visant à pérenniser les mesures.

## CHAPITRE 1.7 ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

### Article 1.7.1 ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement, les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Références des textes
09 février 2004	Arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié le 24 décembre 2009 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.
31/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
22/09/94	Arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.
31/01/08	Arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets.



## CHAPITRE 1.8 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

### Article 1.8.1 Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail, le code général des collectivités territoriales et la réglementation sur les équipements sous pression.

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

### Article 1.8.2 Archéologie préventive

Conformément à l'article R.512-29 du code de l'environnement, la réalisation des travaux de la carrière est subordonnée à l'accomplissement préalable des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région.

Lorsque ces prescriptions auront été respectées, l'exploitant doit transmettre au préfet l'attestation délivrée par le préfet de région qui justifie de l'accomplissement des prescriptions de diagnostic et de fouilles.

Une copie de cette attestation doit également être transmise à l'inspection de l'environnement.

## CHAPITRE 1.9 VÉRIFICATION DES ÉMISSIONS ET LEURS EFFETS

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté et ses éventuels compléments, l'inspection de l'environnement peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et d'analyses des effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Ils seront exécutés par un organisme tiers, dans le but de vérifier, en présence de l'inspection de l'environnement en cas de contrôle inopiné ou sur sa demande, le respect d'un texte réglementaire pris en application de la législation sur les installations classées.

Tous les frais occasionnés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

---

## TITRE 2 GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

---

### CHAPITRE 2.1 OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Les carrières et les installations de premier traitement des matériaux sont exploitées et remises en état de manière à limiter leur impact sur l'environnement.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes avant leur réutilisation pour la remise en état sont réalisées et exploitées en se fondant sur les meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.

#### ARTICLE 2.1.1 Aménagements préliminaires

##### Article 2.1.1.1 Information du public

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.



#### Article 2.1.1.2 Bornage

Préalablement à la mise en exploitation des installations visées à l'article 1.1, l'exploitant est tenu de placer :

- Les bornes [H à W] matérialisant les sommets du polygone et les alignements visuels nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'autorisation PA tel que figurant sur le plan joint en annexe 1 du présent arrêté. Pour les alignements visuels en ligne droite, les bornes seront placées au plus tous les 50 m afin d'identifier aisément le périmètre PA.
- Un piquetage [1 à 11] matérialisant les sommets du polygone et les alignements visuels nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'extraction PE tel que figurant sur le plan joint en annexe 1 du présent arrêté.
- une borne de nivellement permettant le contrôle des côtes NGF prescrites ci-après.

L'exploitant s'assure du maintien en place de l'ensemble de ces bornes ainsi que leur visibilité en toutes circonstances et assure si nécessaire leur réimplantation, jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

L'exploitant tient le plan de bornage à la disposition de l'inspection de l'environnement, la position de chaque borne est repérée par ses coordonnées dans le système de projection Lambert II étendu ou Lambert 93.

Préalablement à la mise en exploitation des installations visées à l'article 1.1, l'exploitant installe une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent autour de toutes les zones dangereuses des travaux d'exploitation, notamment les accès aux fronts d'exploitation.

#### Article 2.1.1.3 Eaux de ruissellement

Avant le début de l'exploitation, un réseau de dérivation constitué de merlons et/ou de fossés empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.

#### Article 2.1.1.4 Accès à la voie publique

Avant le début de l'exploitation, l'accès à la voirie publique est aménagé de sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

A chaque traverse de voie publique, l'exploitant doit mettre en place, en liaison avec les services compétents Etat / Commune de SAMER — DESVRES, les signalisations horizontales et verticales demandées par cette dernière et couvrir d'enrobés un linéaire de 20 m de part et d'autre de chaque traverse de voie publique.

L'exploitant informe les transporteurs venant sur le site des modalités d'accès en leur fournissant un plan d'accès au site. La vitesse sur le site est limitée à 20 km/h. Cette obligation est rappelée aux transporteurs tout au long du cheminement au sein de la carrière par des panneaux.

L'exploitant prend toute disposition nécessaire afin de maintenir en état la voie publique en sortie du site :

- nettoyage de la chaussée en cas de salissures engendrées par l'activité de la carrière,
- entretien des portions de routes empruntées en cas de dégradations occasionnées par les camions issus de la carrière,
- vérification du respect des limites de Poids Total Autorisé en Charge (PTAC) et Poids Total Roulant Autorisé (PTRA) fixées par le code de la Route lors du chargement des camions,

Une Charte est signée entre la société OPALE CARRIÈRES et la commune de Tingry où sont mentionnés les différents engagements que doit prendre la société tels que :

- Entretien des voiries utilisées par la société et à sa charge, comprenant le nettoyage de traversée des routes communales,
- Arrosage pendant les périodes sèches,
- Reboucher les trous avec des matériaux adaptés,
- Gratter le chemin avant d'ajouter du remblai afin d'éviter un rehaussement,
- Déboucher les tuyaux traversant le chemin des carrières,
- Revoir la signalisation,
- Obligation pour les camions à rouler à une vitesse inférieure à 20km/h,
- Respecter les limites de propriété.

#### **Article 2.1.2 Mise en service de la carrière**

La mise en service de l'installation est réputée réalisée dès lors que :

- les aménagements préliminaires tels qu'ils sont précisés à l'article 2.1.1 ci-dessus sont achevés ;
- le document justifiant de la constitution des garanties financières (article 1.5.2) est transmis au préfet ;

L'exploitant notifie au préfet et au maire de la commune de Tingry la mise en service de l'installation.

### **CHAPITRE 2.2 MODALITÉS D'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE ET DES INSTALLATIONS**

#### **Article 2.2.1 Technique de décapage**

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation. En particulier, le décapage est coordonné à l'avancée de l'exploitation de manière à limiter les surfaces décapées inutiles.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

L'horizon humifère représentant un volume global de 13 050 m<sup>3</sup> est stocké temporairement sous forme de merlons sur la bande des 10 m inexploitée en limite d'extraction avant d'être réutilisé pour la remise en état des lieux.

les stériles représentant une quantité totale de 43 510 m<sup>3</sup> sont également stockés temporairement sous forme de merlons sur la bande des 10 m inexploitée en limite d'extraction pour être réutilisés dans leur totalité pour la rectification des fronts et le profilage du fond de forme dans le cadre de la remise en état final du site.

Il est interdit de mélanger les terres végétales et les stériles.

L'exploitant informe l'inspection de l'environnement annuellement des volumes précités mis en stock.

#### **Article 2.2.2 Patrimoine archéologique**

Les découvertes de vestiges archéologiques faites fortuitement à l'occasion des travaux, doivent, immédiatement, être signalées au maire de la commune, lequel préviendra la direction régionale des affaires culturelles des Hauts-de-France (article L114-3 à L114-5 et L531-14 du code du patrimoine).

#### **Article 2.2.3 Organisation de l'extraction**

L'extraction est autorisée sur une épaisseur maximale de 10 m dont :

- 0,1 à 0,3 m de terre végétale,
- 1 m de stérile d'exploitation
- des sablons et de l'argile

Elle ne peut être réalisée au-dessous de la cote NGF de + 39 mètres.

En outre, l'exploitation est limitée à 2 fronts de 5 m de haut chacun au maximum séparés par une banquette de 10 m minimum. la pente des fronts est au maximum de 45 degrés.

#### Article 2.2.4 Phasage prévisionnel

L'exploitation de la surface autorisée doit être conduite en 4 phases comme décrite dans la demande d'autorisation – partie présentation du projet p 38 et 39

Phase
0 - 5 ans
6 -10 ans
11-15 ans
16 ans - 14 avril 2041*

\*La phase 4 est limitée au 14 avril 2041, date de validité des contrats de forage joints au dossier.

#### Article 2.2.5 Distances limites et zones de protection

Les bords des excavations de la carrière sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Cette bande ne doit faire l'objet d'aucune exploitation.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur cette hauteur.

#### Article 2.2.6 Fonctionnement de la carrière

Les périodes d'exploitation de la carrière sont les suivantes : 8h00 à 12h00 et de 13h00 à 17h00 du lundi au vendredi hors jours fériés.

#### Article 2.2.7 Gestion des matériaux extérieurs

L'apport de déchets est interdit sur le site, hormis dans le cadre du remblaiement partiel du site prévu pour la remise en état tel que décrit à l'article 2.4.2 du présent arrêté.

##### Article 2.2.7.1 Liste des matériaux acceptés sur le site

Peuvent être admis sur la carrière éventuellement en mélanges, uniquement les déchets inertes repris dans le tableau ci-après, dans le respect du Plan Régional de Gestion des déchets du BTP .

Les déchets extérieurs proviennent :

- pour 90 % de chantiers situés dans un rayon de 25 km maximum autour de la carrière
- pour 10 % de chantiers situés dans un rayon de 80 km maximum autour de la carrière

code déchet	Descriptions	Restrictions
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés ne provenant pas de sites contaminés
17 01 02	Briques	
17 01 03	Tuiles et céramiques	
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	À l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant des sites contaminés

L'acceptation de tout autre matériau ou déchet est interdite.

Il est interdit de procéder à une dilution ou un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission

#### Article 2.2.7.2 Traçabilité et contrôle des apports

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande en préalable au producteur des déchets un bordereau de suivi indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe 1 de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

En cas d'acceptation des déchets, un accusé de réception, comprenant le document préalable, complété avec la quantité admise, la date et l'heure de l'acceptation, est délivré au producteur. Dans le cas contraire, le motif de refus est notifié.

Un exemplaire original du bordereau de suivi est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant dès l'entrée avant déchargement au niveau de la bascule, puis lors du déchargement des camions sur la zone de stockage pour les matériaux à recycler, et à côté de la zone à remettre en état pour les remblais (jamais directement dans la fouille, mais sur une zone de dépotage).

En cas de non-conformité, le camion est rechargé et renvoyé.

Une vérification supplémentaire est effectuée pour les remblais, lors de la mise en forme des matériaux. Si besoin, les matériaux impropres qui n'auraient pas été repérés dès le départ (bois, plastiques, ferraille) sont triés et évacués vers un centre de tri approprié.

#### Article 2.2.7.3 Registre et plans

L'exploitant tient à jour un registre d'admission dans lequel sont consignés pour chaque déchargement :

- la date de réception du déchet ;
- la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe I] de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet entrant ;
- le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs ;
- l'accusé d'acceptation des déchets
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

L'exploitant tient à jour un plan topographique, permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur les documents écrits.

Ce registre et ce plan sont conservés pendant au moins trois ans et tenu à disposition de l'inspection de l'environnement.



## **Article 2.2.8 Consignes et plans d'exploitation**

### **Article 2.2.8.1 Consignes d'exploitation**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

### **Article 2.2.8.2 Plan d'exploitation**

L'exploitant établit un plan à l'échelle 1/1000<sup>e</sup>. Sur ce plan, sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bornes visées à l'article 2.1.2.2
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- les voies de circulation
- les installations fixes de toutes natures (bascule, locaux, installations de traitement ...)
- les limites du périmètre extractibles visées à l'article 1.2.2 ;
- les zones de stockages de produits finis, des stériles, des terres de découverte ;
- la position des éléments de surface visés à l'article 2.2.5 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Toutes les altimétries sont fournies en NGF (nivellement général de la France ) système IGN69

Toutes les profondeurs sont complétées par leur altimétrie IGN69.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.

Ce plan est adressé à l'issue de la première phase quinquennale, à l'inspection de l'environnement, avec les indications permettant d'assurer le suivi des travaux de remise en état.

### **Article 2.2.8.3 Plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées issus de l'exploitation de la carrière**

L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan, établi avant le début de l'exploitation, contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.



## CHAPITRE 2.3 PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT

### Article 2.3.1 Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

Toute la périphérie des terrains du site doit être entourée d'un merlon et toutes les dispositions doivent être prises pour empêcher une communication d'eau entre la carrière et le réseau de fossés extérieurs.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

Les matériaux stockés sur le site de la carrière ne peuvent être exclusivement que les matériaux du décapage, les matériaux valorisables ou les matériaux inertes externes.

Des mesures adaptées doivent être mises en œuvre contre la prolifération des espèces végétales invasives.

Avant le début de l'exploitation, l'exploitant met en place ou complète les écrans boisés et haies champêtres selon les linéaires suivants repérés sur le plan annexe 4 :

- linéaire S à T : haies champêtres
- linéaire T à P : haies champêtres
- linéaire compris entre la zone boisée à proximité du point M et le point J : haies champêtres
- linéaire J à H : haies champêtres
- linéaire U à V : haies champêtres
- point N à la zone boisée à proximité : écrans boisés

Ces écrans boisés sont aménagés conformément aux propositions de plantations élaborées par le Parc Naturel Régional des Caps et Marais d'Opale jointes en annexe 5.

### Article 2.3.2 Impact sur le milieu naturel : mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts

#### Mesures d'évitement :

Mesure E1 : Aucun défrichement ou travaux dans la partie boisée de la parcelle AD35 - préservation de la mare et du boisement présent sur cette parcelle

Mesure E2 : Aucun travail en période nocturne

#### Mesures de réduction des impacts :

Mesure R1 : Recherche et suppression des espèces invasives

Mesure R2 : création et entretien d'écrans boisés et de haies champêtres sur le périmètre PA

Mesure R3 : création et maintien d'une microfaisse à hirondelle de rivage

Mesure R4 : création de micro-buttes de sable favorables aux abeilles sauvages

#### Mesure d'accompagnement

**L'exploitant sensibilise son personnel à la préservation de la biodiversité.**

Les opérations de reboisement, de création de haies et leur entretien ainsi que les opérations de création et maintien d'une microfaisse à hirondelle de rivage et de micro-buttes de sable favorables aux abeilles sauvages sont soumis à validation du Parc naturel régional des caps et Marais d'Opale .

## CHAPITRE 2.4 REMISE EN ÉTAT

### Article 2.4.1 Conditions de remise en état

L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511 du code de l'Environnement en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation et l'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée au-delà du délai du 14 octobre 2040, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

La remise en état de la carrière doit être coordonnée à l'exploitation conformément au schéma de remise en état et plans de phasage annexés au présent arrêté (annexe 3).

Conformément à l'étude d'impact, la remise en état comporte, les principales dispositions suivantes :

- mise en sécurité des fronts de taille par la purge de tout élément instable et talutage des fronts à une pente inférieure à 45 degrés (mesurés à compter de l'horizontale),
- nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après remise en état du site,
- remblaiement des zones d'exploitation au fur et à mesure avec des stériles d'extraction du site ou des déchets inertes dans le respect des dispositions de l'article 2.2.7 du présent arrêté. L'utilisation de stériles du site est privilégiée à l'apport de matériaux extérieurs.
- nivellement et régalinge des matériaux de remblaiement à l'aide d'un engin approprié,
- mise en place et nivellement d'une épaisseur de terres végétales de 0,5 m d'épaisseur minimale après nivellement permettant un usage agricole ultérieur,
- insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage avec avis du Parc naturel régional des caps et Marais d'Opale.

**Le niveau du terrain après remise en état doit être le même que la cote NGF des terrains avant exploitation du site. L'exploitant fait établir état zéro de l'altimétrie des terrains par un géomètre avant le début d'exploitation de la carrière.**

### Article 2.4.2 Remblayage

Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage lié à la remise en état ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et souterraines ainsi que les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Un panneau à l'entrée du site indique la liste des déchets admissibles et rappelle que le remblayage ne peut être réalisé que par des matériaux préalablement triés.

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite à l'article 2.2.7 du présent arrêté, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

L'apport de déchets inertes doit être achevé 6 mois avant l'échéance de l'autorisation de carrière.

Les déchets utilisables pour le remblayage sont :

- les déchets d'extraction inertes (au sens de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié) internes à l'exploitation de la carrière sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local,
- Les déchets inertes externes qui entrent dans les catégories suivantes qui sont admissibles sous réserve que l'exploitant s'assure avant l'admission de ces déchets :
  - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
  - que les déchets ne proviennent pas de sites contaminés ;

code déchet	Descriptions	Restrictions
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés ne provenant pas de sites contaminés
17 01 02	Briques	
17 01 03	Tuiles et céramiques	
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	À l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant des sites contaminés

Outre les prescriptions réglementaires de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé et des articles 1 et 9 de l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres, l'exploitant tient à jour un plan topographique coté en plan et en altitude permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation, lors du déchargement et lors du régalage des déchets afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. Le déversement direct du chargement dans la zone en exploitation est interdit sans vérification préalable du contenu et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

L'exploitation des secteurs à remblayer et des plate-formes d'accueil des déchets est confiée à une personne techniquement compétente et nommément désignée par l'exploitant.

Un recouvrement des remblais de déchets inertes est effectué à l'aide de terres de découverte ou si besoin de terres végétales extérieures sur une épaisseur minimale de 0,5 m permettant un usage ultérieur agricole.

#### CHAPITRE 2.5 DÉCLARATION ANNUELLE

L'exploitant est soumis à la déclaration annuelle prévue par l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets modifié ; en particulier au V de l'article 4 correspondant aux exploitations de carrière visées à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées.

Cette déclaration est à faire pour l'année N avant le 31 mars de l'année N+1 sur le site de télédéclaration GERE ( <https://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr/gerep> ).

#### CHAPITRE 2.6 INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection de l'environnement les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection de l'environnement, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection de l'environnement. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection de l'environnement.

## CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration, les preuves de dépôt et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté.

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection de l'environnement sur le site.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement sur le site durant 5 années au minimum.

## CHAPITRE 2.8 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
Articles 1.5.3 & 1.5.4	Attestation de constitution de garanties financières mentionnée à l'article 1.5.2	6 mois avant la fin de la période quinquennale, ou avant 6 mois suivant une augmentation de plus de 15 % de l'indice TP01
Article 1.6.4	Notification de mise à l'arrêt définitif	6 mois avant la date de cessation d'activité
Article 1.6.4	Programme de remise en état	1 an avant la date de cessation d'activité
Article 1.6.4	Arrêt définitif : plan final et reportage photographique de remise en état	À l'échéance de l'arrêté d'autorisation
Article 2.1.3	Notification de la mise en service (Attestation de constitution de garanties financières et aménagement préliminaires).	Préalablement à la mise en service de la carrière
Article 2.2.8.2	Plan d'exploitation	À la fin d'une période quinquennale
Article 2.2.8.3	Plan de gestion des déchets d'extraction	Tous les 5 ans
Article 2.5.1	Déclaration des émissions polluantes et des déchets	Avant le 31 mars de l'année suivante
Article 2.6.1	Rapport d'accident	Au plus 15 jours après l'évènement



---

## TITRE 3 - PRÉVENTION DES RISQUES

---

### CHAPITRE 3.1 GÉNÉRALITÉS

#### **Article 3.1.1 Propreté de l'installation et de ses abords ;**

L'ensemble du site et ses abords sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

#### **Article 3.1.2 Contrôle des accès**

Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.

L'accès de l'exploitation est interdit au public.

En particulier, une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent est mis en place sur tout le périmètre PA de la carrière et autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation. Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité du périmètre clôturé.

#### **Article 3.1.3 Circulation dans l'Établissement**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

### CHAPITRE 3.2 MOYENS DE SECOURS

#### **Article 3.2.1 Moyens de lutte contre l'incendie**

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels de sécurité sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

L'exploitant dispose d'extincteurs portatifs où sur roues en nombres suffisant et adaptés aux risques notamment les engins de BTP. Ces appareils sont judicieusement répartis, visibles, accessibles en toutes circonstances et repérés au moyen de panneaux indestructibles.

Les locaux présentant des risques particuliers d'incendie et notamment le local technique, sont dotés d'au moins un extincteur approprié aux risques.

L'exploitant dispose sur le site, pendant les heures d'activité, d'un moyen d'alerte des services de secours et forme le personnel à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et à la conduite à tenir en cas de sinistre.

L'exploitant établit et affiche dans les différents locaux, des consignes de sécurité indiquant :

- La conduite à tenir en cas d'incendie,
- les modalités d'appel des Sapeurs-Pompiers (tél. 18),
- l'évacuation du personnel ,
- la première attaque du feu,
- les mesures pour faciliter l'intervention des secours extérieurs (ouverture des portes, désignation d'un guide),

#### **Article 3.2.2 Aménagements et signalisation**

L'exploitant signale les organes de coupure des différents fluides (électricité, gaz, fuel...) par des plaques indicatrices de manœuvres et prévoit l'accueil et le guidage des sapeurs-pompiers sur site.

Les différents panneaux de guidage depuis la voie publique sont maintenus en état pendant toute la durée de l'autorisation délivrée par le présent arrêté.

L'accès au bâtiment d'accueil et à la zone d'exploitation est assurée par une voie engins qui devra répondre aux caractéristiques suivantes :

- largeur minimale : 3 mètres ;
- hauteur disponible : 3,50 mètres ;
- force portante : calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;
- rayon de braquage intérieur minimal dans les virages : 11 mètres ;
- Surlargeur dans les virages :  $S = 15/R$  pour des virages de rayon R inférieur à 50 mètres ;
- pente inférieure à 15%.



### CHAPITRE 3.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées annuellement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du Travail.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

### CHAPITRE 3.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont interdits sur le site de la carrière.

Chaque équipement de travail mobile évoluant sur la zone d'extraction, est équipé d'un kit de produits absorbants pour hydrocarbures.

II. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 1 000 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 1 000 l.

en particulier le site est alimenté en électricité par un générateur fonctionnant au gasoil d'une capacité de 45 l placé sur rétention.

III. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Les capacités de rétention doivent être placées à l'abri des eaux météoriques.

Ces récipients et stockages comportent en caractère lisible le nom des produits et les symboles de dangers conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets. Dans le cas d'un déversement accidentel d'hydrocarbures, les terres souillées sont immédiatement excavées et évacuées vers un centre de traitement agréé.

L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement et des services d'incendie et de secours.

### CHAPITRE 3.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

---

## TITRE IV PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

---

### CHAPITRE 4.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

#### Article 4.1.1 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, et ce même en période d'inactivité, notamment par :

- la limitation de la vitesse des véhicules à 20 km/h sur la voie d'accès et sur la carrière,
- l'arrosage régulier des voies par temps sec et venteux de façon à limiter les envols de poussières,
- l'entretien des aires de circulation afin d'éviter la présence de tout nid de poule,
- le bâchage des véhicules de transports des matériaux sortant de l'installation.

Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières.

Il n'y a pas d'installations de traitement des matériaux de carrières sur le site.

Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont mis en place avant la sortie du site. Les camions transportant des granulats fins seront à minima bâchés par temps sec.

Le chargement des véhicules sortant du périmètre autorisé (PA) visé à l'article 1-1 est réalisé dans le respect des limites de Poids Total Autorisé en Charge (PTAC) et Poids Total Roulant Autorisé (PTRA) fixées par le code de la Route.

Le brûlage à l'air libre est interdit

#### Article 4.1.2 Émissions diffuses et envol de poussières

Il n'y a pas de stockages de produits pulvérulents sur le site.

### CHAPITRE 4.2 ODEURS

La carrière n'est pas à l'origine d'émissions d'odeurs pouvant incommoder le voisinage.

---

## TITRE V PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

---

### CHAPITRE 5.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

Toute modification des conditions d'alimentation en eau de l'établissement, ainsi que de projets concernant la réduction des consommations d'eau, devra être portée à la connaissance de l'inspecteur de l'environnement.

L'exploitant doit établir un plan d'alerte et de résorption de la pollution en cas de déversement accidentel de produits liquides polluants pour l'eau ou d'incendie dans la carrière et ses abords.

Cette procédure prévoit l'information en temps réel de la Compagnie Générale des Eaux de Boulogne (CARLY) et de l'exploitant de la prise d'eau de surface de Carly en cas de déversement accidentel ou d'incendie.

### CHAPITRE 5.2 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Le site n'est à l'origine d'aucune consommation d'eau pour les usages industriels ou sanitaires (toilettes chimiques).

L'eau utilisée pour l'arrosage des pistes et voies d'accès provient des eaux pluviales qui sont récupérées sur le site en cas de besoin.

## CHAPITRE 5.3 REJETS DES EFFLUENTS AQUEUX

### Article 5.3.1 Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées,
- les eaux pluviales ruisselant l'aire de rétention du générateur d'électricité.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté.

Il n'y a aucun effluent domestique : les toilettes sont uniquement chimiques avec évacuation à l'extérieur du site dans une installation autorisée à cet effet.

### Article 5.3.2 Rejets d'eau dans le milieu naturel

L'exploitation de la carrière ne nécessite pas de traitement des matériaux donnant lieu à un rejet d'eau de procédé.

Un réseau de dérivation constitués de merlons et/ou de fossés est constitué en périphérie de la zone à exploiter afin d'empêcher les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation.

Tout rejet d'eau pluviale hors du périmètre d'autorisation (PA) défini à l'article 1.1 et à l'annexe I du présent arrêté est interdit.

Les eaux exclusivement pluviales sont collectées et infiltrées sur le site.

Durant la période hivernale et si besoin l'exploitant est autorisé à effectuer des pompages ponctuels d'eau pluviales en fond de la zone d'exploitation pour évacuer des eaux pluviales qui ne seraient pas infiltrées. Ce rejet est effectué dans le fossé longeant le site qui rejoint l'Edre. Cependant plus aucun rejet n'est autorisé à l'extérieur du site lors de l'exploitation des parcelles AD 34 et 36.

Ces rejets ponctuels ne peuvent en aucun cas dépasser les limites suivantes :

- débit maximal journalier : 5,6 m<sup>3</sup>/j
- débit maximal annuel : 500 m<sup>3</sup>/an
- 5,5 < PH < 8,5
- T < 30 °c
- MES < 30 mg/l
- DCO < 125 mg/l
- HCT < 5 mg/l

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Les campagnes de mesures sont réalisées lors de chaque vidange du fond de carrière.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

L'émissaire est équipé à la sortie du bassin de décantation d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

Les eaux pluviales collectées dans la rétention du générateur d'électricité sont évacuées à l'extérieur du site dans une installation autorisée à cet effet.

### Article 5.3.3 Eaux de ruissellement des zones de stockage des déchets d'extraction inertes

L'exploitant doit s'assurer que les zones de stockage des déchets d'extraction inertes ne génèrent pas de détérioration de la qualité des eaux. En particulier aucun écoulement d'eaux de ruissellement en provenance des pistes, des zones de stockage des matériaux extraits, des zones en cours d'extraction ou des zones découvertes ne doit s'effectuer vers les cours d'eau situé à l'est du site ou vers la mare située sur le site même de la carrière (parcelle AD35).



## TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS

### CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### Article 6.1.1 Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions relatives de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

#### Article 6.1.2 Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, mis sur le marché après le 4 mai 2002, utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R.571-1 à R.571-24 du code de l'environnement et sont soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.

#### Article 6.1.3 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

#### Article 6.2.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergence réglementée sont :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse),
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation,
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

### Article 6.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Emplacement	Niveau limite de bruit admissible en dB(A)	
Désignation	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
en limite du périmètre autorisé (P.A)	70 dB(A)	Pas d'activité

### Article 6.2.3 Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la notification du présent arrêté. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Les mesures sont renouvelées tous les 3 ans.

Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

L'ensemble des résultats est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement. En cas de dépassements constatés, cet ensemble est transmis à l'inspection accompagné de commentaires sur les causes de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

---

## TITRE 7 DÉCHETS

---

### CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DE GESTION

#### Article 7.1.1 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

L'exploitant organise la gestion des déchets en respectant la hiérarchie des modes de traitement définie au 2° de l'article L541-1 du code de l'environnement.

#### Article 7.1.2 Limitation de la production de déchets - séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans les filières spécifiques.

Le site ne génère aucun déchet hormis les déchets banals de type alimentaire, emballages alimentaires, papier.

Aucune opération de ravitaillement ou d'entretien d'engin ou de véhicule n'est effectuée sur le site.

Les terres de découverte et les stériles sont considérés comme des terres non polluées et des déchets inertes au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.

Ces déchets sont entreposés sous forme de merlon daNs la bande des 10 m avant d'être remis à terme dans l'excavation dans le cadre de la remise en état.



Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles relatifs à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination R 543-129 à R 543-135 du code de l'environnement.

### **Article 7.1.3 Conception et exploitation des installations de transit des déchets**

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

### **Article 7.1.4 Traitement des déchets**

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations visées à l'article L 511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Il veille à la tenue des registres et à l'émission des bordereaux prévus par les articles R 541-42 à R 541-48 du code de l'environnement.

### **Article 7.1.5 Transport des déchets**

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application des articles R 541-42 à R.541-48 du code de l'environnement et de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles relatifs au transport par route au négoce et au courtage de déchets R 541-49 à R 541-61 du code de l'environnement. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection de l'environnement.

---

## **TITRE 8 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS - PUBLICITÉ - EXÉCUTION**

---

### **CHAPITRE 8.1 : Publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de TINGRY et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'autorisation est soumise, est affiché en mairies de TINGRY, de SAMER, de CARLY, d'HESDIGNEUL-LES-BOULOGNE, de VERLINCTHUN, d'HALINGHEN et de LACRES, pendant une durée minimale d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins des maires de ces communes et transmis à la préfecture du Pas-de-Calais.

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

### **CHAPITRE 8.2 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif de Lille par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours Citoyen" accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### CHAPITRE 8.3 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le Sous-Préfet de BOULOGNE SUR MER et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société OPALE CARRIERES et dont une copie sera transmise au maire de TINGRY.

pour le préfet,  
Le secrétaire général,



Christophe Marx

#### Copies destinées à :

- la société OPALE CARRIERES
- Sous-préfecture de BOULOGNE-SUR-MER
- Mairies de TINGRY, de SAMER, de CARLY, d'HESDIGNEUL-LES-BOULOGNE, de VERLINCTHUN, d'HALINGHEN et de LACRES,
- la Communauté de Communes de DESVRES-SAMER
- la Communauté d'Agglomération du Boulonnais
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (courriel)

## **ANNEXES**

ANNEXE 1 : PLAN DE SITUATION : plan parcellaire et bornage

ANNEXE 2 : PLAN d'AMÉNAGEMENT FINAL

ANNEXE 3 : PHASAGE D'EXPLOITATION

ANNEXE 4 : PLAN D'IMPLANTATION DES HAIES ET BANDES BOISÉES

ANNEXE 5 : MODALITÉS DE PLANTATION DES HAIES





Vu pour être annexé à l'Arrêté Préfectoral

du **06 JUIN 2025**  
Pour le Préfet,  
Le Chef de Bureau

Jean-François RATEL

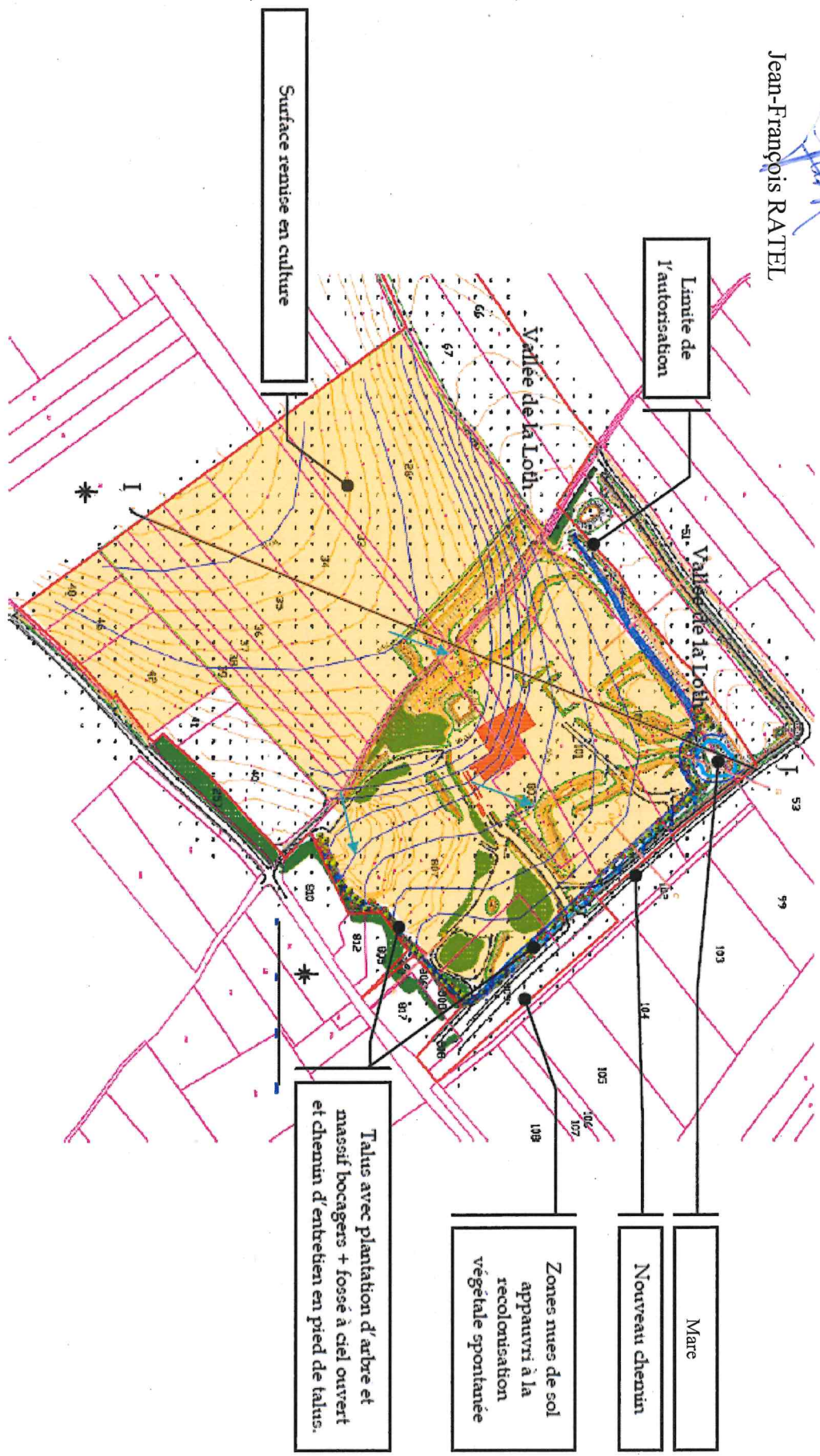


Figure 1 : Plan de principe du réaménagement envisagé

114

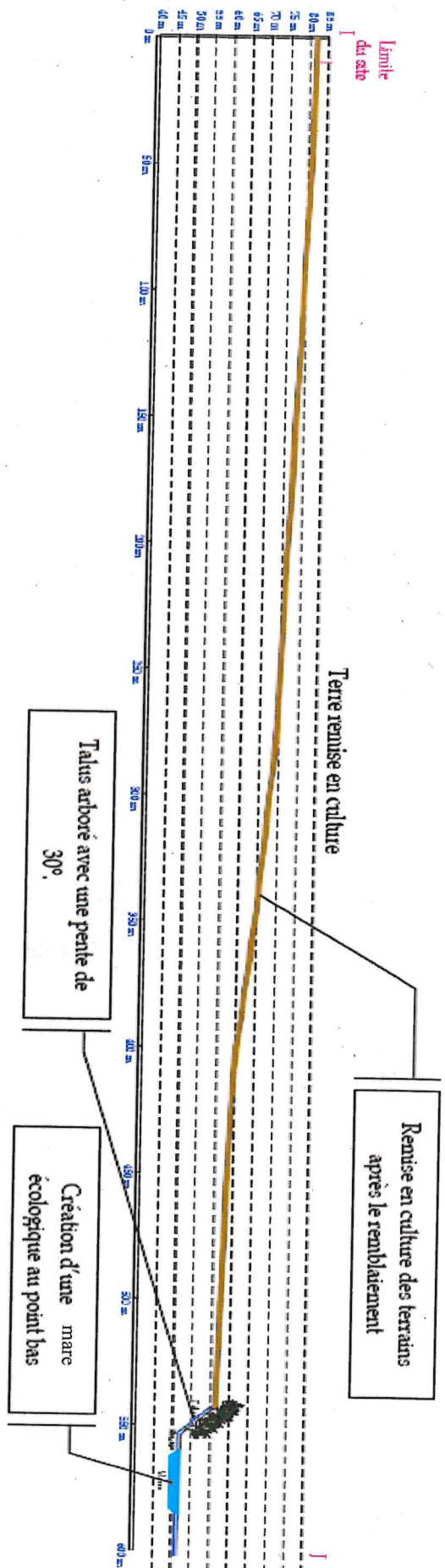


Figure 2 : Coupe de principe du réaménagement envisagé

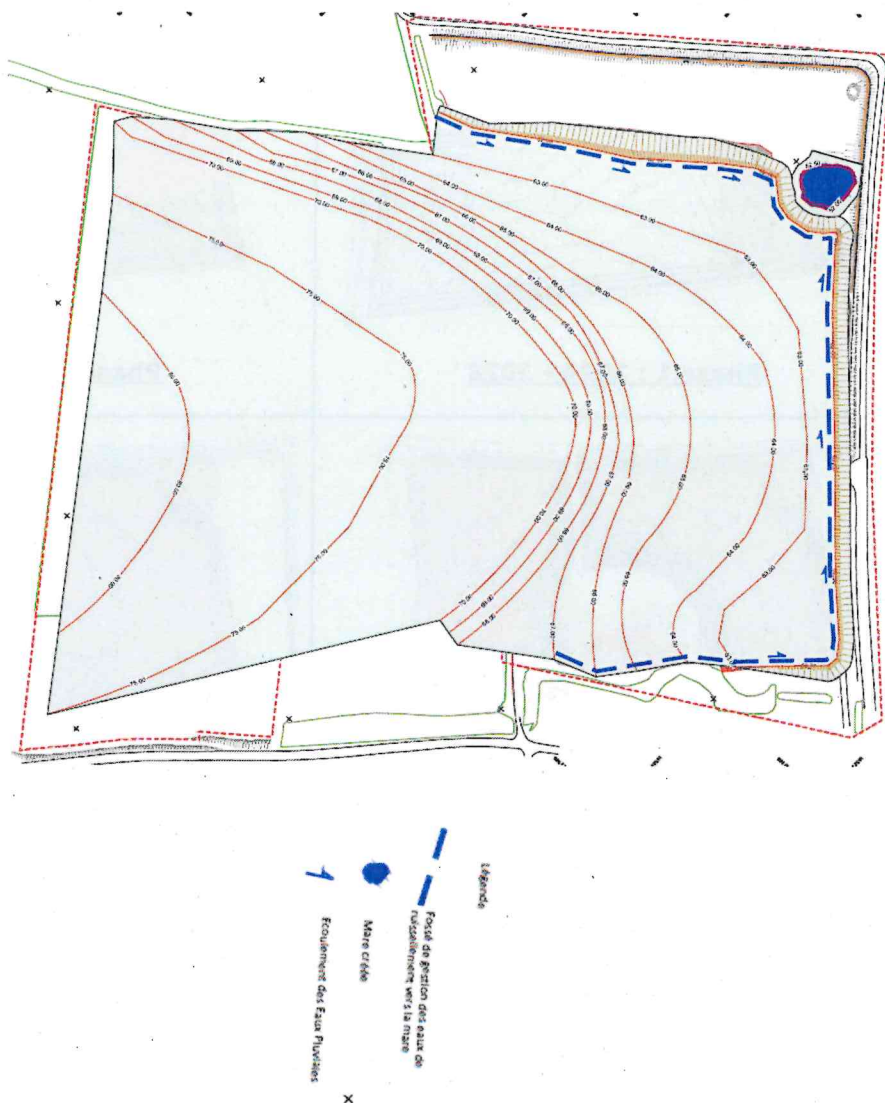


Figure 3 : Zones de remblaiement pour la remise en état final des terrains



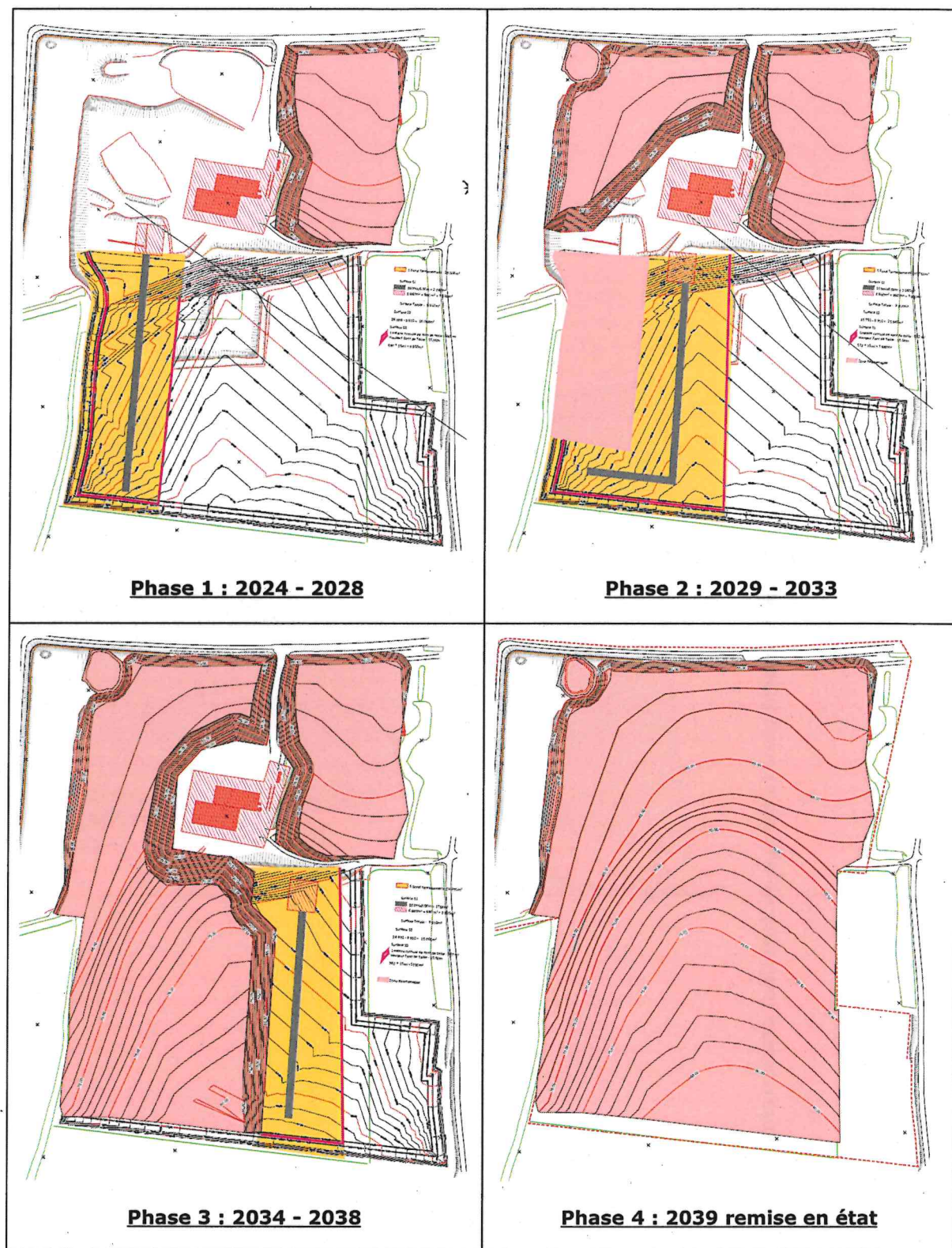


Figure 4 : Plans de phasage

4/4.